

Introduction du troisième chapitre

Afin de mieux comprendre l'impact de la dévaluation de dinar Algérien sur l'évolution de commerce extérieur, nous avons effectué un stage pratique au sein de la Banque extérieur d'Algérie, exactement au niveau de la direction des opérations avec l'étranger ; notre stage est dans le cadre d'analyser le volume de règlement des opérations de commerce extérieur durant la période de l'instabilité du cours de change de dinar.

A cet effet, nous examinerons d'abord la promotion des opérations de commerce extérieur en générale durant la période de 2013 à 2015 ; ensuite nous essayerons de montrer les causes et les effets de la dévaluation de dinar Algérien sur ces opérations avec l'étranger ; et enfin nous allons étudier la démarche d'exécution d'un cas réel portant deux dossiers (Credoc et rem doc).

Section 1 : présentation de l'organisme d'accueil

Notre stage s'est déroulé au niveau de la direction des opérations avec l'étranger de la banque extérieur d'Algérie BEA situé à Amirouche Alger. Dans cette section, nous évoquerons brièvement l'historique de la BEA depuis sa création, la présentation ainsi que l'organisation de l'agence d'accueil.

Sous section 1 : présentation de la BEA

Nous présenterons dans cette section intitulée présentation de la BEA l'historique de la BEA, ensuite nous présenterons sa mission et enfin nous abonderons le rôle de la BEA dans les relations international.

1. L'historique de la BEA

La BEA est un établissement financier créé le 01/10/1967 par l'ordonnance n°67.204, elle a repris les activités de nombreuses banques étrangères installées en Algérie suite à la nationalisation par les pouvoirs publics du : crédit lyonnais et de la société générale en 1967, et Barclays banc limite, BIAM et du crédit du Nord en 1968.

La structure définitive de la BEA n'a été achevée qu'à partir du 01/06/1968, le capital fut entièrement souscrit par l'état. Mais à partir de 1988 ; notamment avec les dispositions de la loi 88/01 les 17/10/1988 portant autonomies des entreprises ; la BEA changea de statut et devient une société par action (SPA) dont l'état est l'unique actionnaire.

Son capital initial de 20000000 DA en 1967, et de 76000000000 DA en 2000 il est actuellement par incorporation des bénéfices il a été augmenté à 100000000 DA.

2. La mission de la BEA

La BEA est une entreprise publique économique à vocation commerciale spécialisée dans le commerce extérieur, elle est l'une des principales institutions financières de l'Algérie qui disposent de ressources très importantes assurant un rôle de 1^{er} ordre dans le financement des programmes nationaux de développement.

La BEA est habilitée à réaliser les opérations de banque, de bourse de change, de crédit et de commerce extérieur.

A ce titre, elle s'inscrit dans le cadre des orientations socio-économique du pays et qui a pour objets :

- Faciliter et développer les rapports économiques de l'Algérie avec les autres pays dans le cadre de la planification nationale ;
- Elle intervient par sa garantie, son oral, son allocation ou encore par accords de crédit avec des correspondants étrangers pour promouvoir des transactions commerciales
- Elle participe à tout système ou d'institution d'assurance-crédit, pour les opérations avec l'étranger ;
- Dans le cadre de la réglementation en vigueur, elle peut exécuter toutes les opérations bancaires intérieures et extérieures compatibles avec son sujet ;
- Elle assure un rôle primordial dans le financement de l'exportation à court terme ainsi que dans l'investissement à moyen et long terme ;

3. Le rôle de la BEA dans les opérations international

La BEA a une vocation internationale confirmée, elle vous conseille, vous assiste dans la recherche débouchés à vos produits et vous apporte tout son soutien financier et ses conseils dans vos opérations avec l'étranger.

Voici quelques bonnes raisons de choisir la BEA :

- Le réseau BEA traite au niveau de ses agences toutes les opérations de commerce extérieur ;
- Son vaste réseau de correspondants bancaires étrangers, ses nombreuses participations dans des banques à l'étranger procurent l'avantage d'une assistance financière à l'échelle mondiale ;
- Sa qualité d'agent de la banque islamique et de l'Arabe Trade Financing Program, Abu Dhabi lui conféré un rôle privilégié dans toutes les transactions (import-export) à travers le monde islamique et arabe ;
- La diversification de ses activités par l'existence de sociétés de leasing et qui répond à toutes les préoccupations commerciales et financières.

4. L'organigramme de la banque extérieure d'Algérie

La banque extérieure d'Algérie est administrée par un conseil d'administration composé de six membres :

- Président du conseil d'administration,
- Quatre administrateurs,
- Un représentant des travailleurs.

Outre la présidence, la BEA comprend aussi :

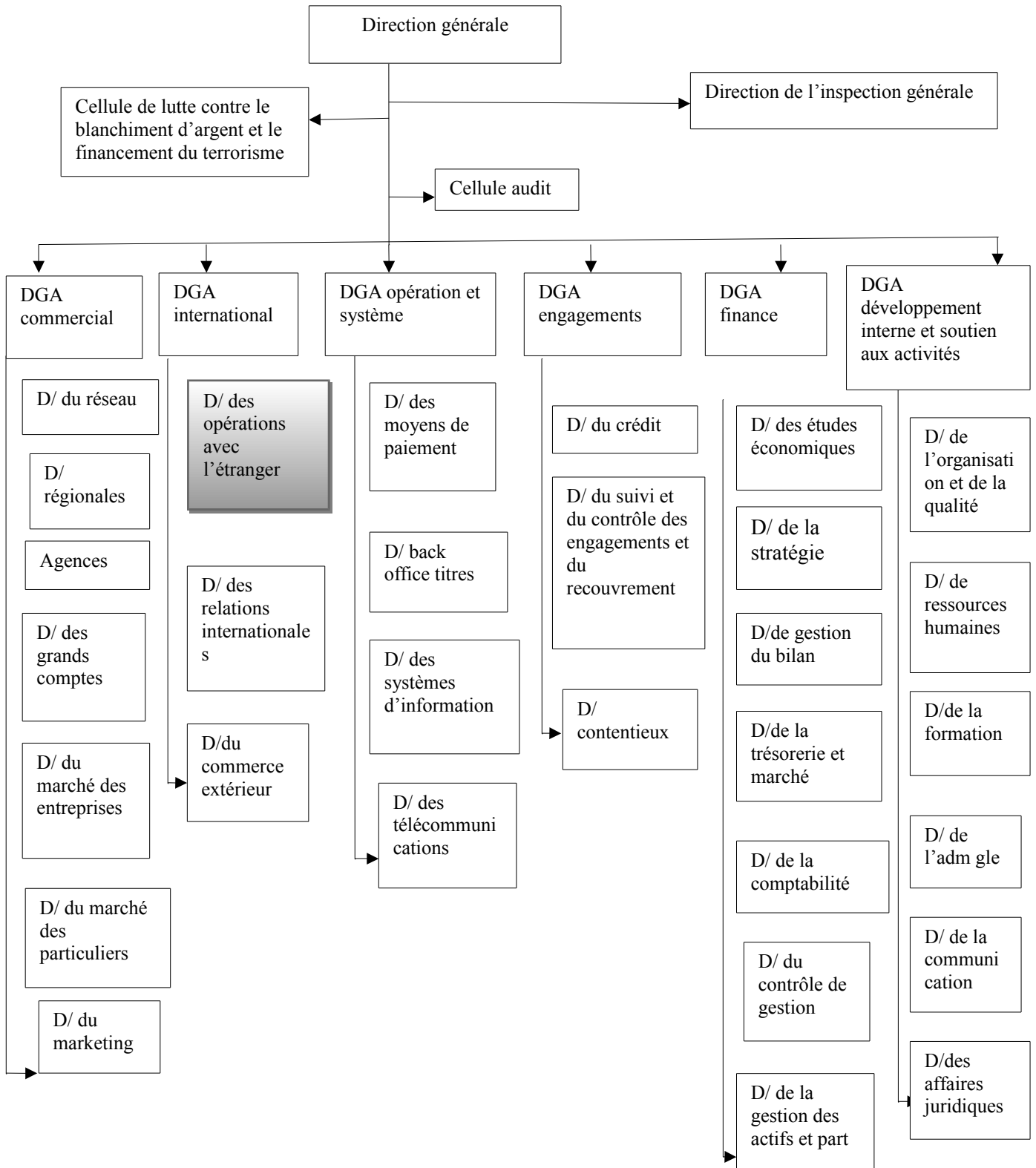
- La Direction inspection Générale,
- La Direction audit,
- Cellule de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
- Six Directions Générales Adjointes.

Les Directions Générales Adjointes sont les suivantes :

- Direction Générale Adjointe Finances ;
- Direction Générale Adjointe Engagement,
- Direction Générale Adjointe International,
- Direction Générale Adjointe développement interne et soutien aux activités,
- Direction Générale Adjointe Commerciale.

- Direction Générale Adjointe opération et système

Figure n04: L'organigramme de la direction générale de la banque extérieure d'Algérie



Source : document interne de la DOE.

Sous section 2 : l'organisation de l'agence d'accueil BEA Amirouche

Nous présentons dans cette section la présentation de l'agence d'accueil, ensuite l'organigramme de l'agence BEA Amirouche.

1. Présentation de l'agence d'accueil

L'agence principale BEA Amirouche est l'une des agences les plus importantes du pays, de par le nombre de ses clients et de par son chiffre d'affaire annuel.

2. Taches et organisation générale de la direction des opérations avec l'étranger (DOE)

2.1. Les taches de la direction des opérations avec l'étranger

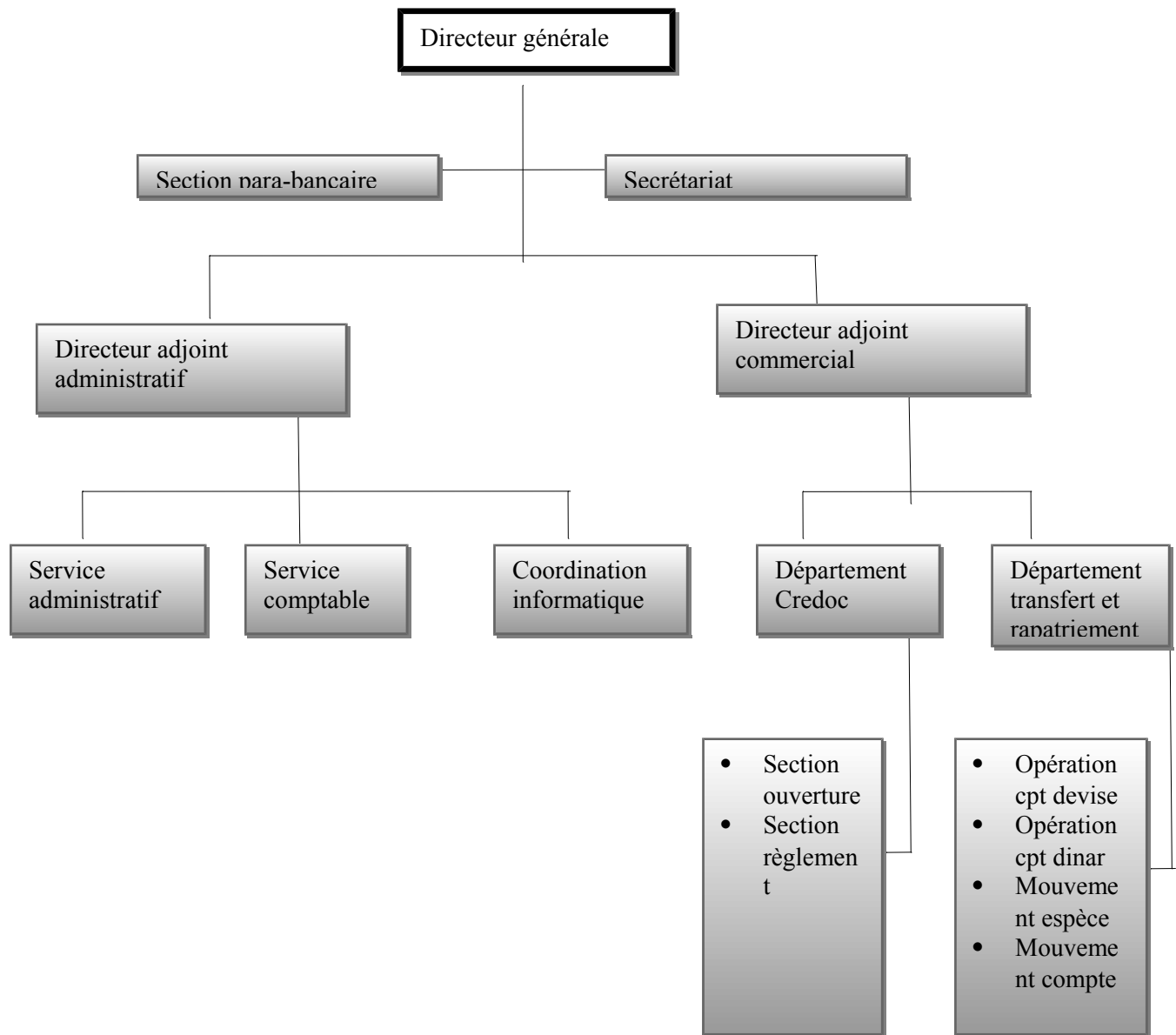
La DOE est chargée de traiter l'émission et réception des opérations ; à ce titre elle a pour mission de :

- Gérer les moyens de paiement avec l'étranger.
- Réaliser les traitements des opérations sur les comptes devises, ainsi que la compensation devise.
- Procéder aux ouvertures, suivi et règlement des crédits documentaires à l'importation
- Suivre les comptes de la banque chez les correspondants étrangers
- Réaliser les transferts et les rapatriements de fonds avec l'étranger

2.2. Organisation générale de la direction des opérations avec l'étranger

La DOE est placée sous l'autorité de la section générale adjointe chargée de l'international ; Elle est constituée de :

- Service administratif ;
- Service comptable ;
- Coordination informatique ;
- Département crédit documentaire
- Département transfert et rapatriement.

Figure n°5: L'organigramme de l'agence d'accueil BEA Amirouche

Source : document interne de la BEA

On a consacré la suite de la section à une description plus approfondie concernant le département ‘‘crédit documentaire’’.

2.3. Le département crédit documentaire

Il a la charge de :

- Procéder aux ouvertures des crédits documentaires émis pour le compte de la clientèle de la banque dépassant le niveau de délégation de l'agence.
- Réaliser les couvertures de crédits documentaires ouverts par le réseau et le siège.

Pour assurer l'aboutissement de ses missions, le département crédit documentaire sera composé de deux secteurs :

2.3.1. Le secteur ouverture des crédits documentaires

Il est chargé de :

- Procéder aux ouvertures des crédits documentaires relevant de la délégation siège.
- Désigner, en relation avec la direction des relations internationales, les correspondants.
- Traiter toutes les modifications sur les crédits documentaires relevant de la délégation du siège.
- Vérifier à posteriori la réalisation des ouvertures.

2.3.2. Le secteur règlement financier

Il aura pour mission de :

Gérer les dossiers de crédits documentaires.

Procéder aux ouvertures sur appels de fonds des correspondants étrangers.

Ce secteur sera à son tour composé de deux services :

2.3.2.1. Le service gestion des engagements

Il aura pour obligation de :

- Suivre et tenir les engagements nés par crédits documentaires.
- Gérer les utilisations sur lignes de crédits documentaires, octroyés par les correspondants étrangers.
- Produire des situations périodiques des engagements par crédits documentaires.

2.3.2.2. Le service couverture crédits documentaires

Il sera chargé de :

- Contrôler les demandes d'appels de fonds des correspondants étrangers.
- Procéder à l'application des couvertures relatives aux utilisations.

Section 2 : la situation du commerce extérieur Algérien entre 2013-2015

Nous allons procéder dans cette section, à l'analyse de l'évolution des exportations et des importations de l'Algérie sur l'axe de temps entre 2013 et 2015 sur la base des principales monnaies (le dollar américain et l'euro), ainsi que l'évolution du taux de change de dinar Algérien durant cette période pour situer les répercussions négatives sur le commerce extérieur.

Sous section1 : l'évolution des exportations

Généralement les exportations de l'Algérie ont connues une baisse grâce à la chute des prix de pétrole durant cette période notamment la dernière ;

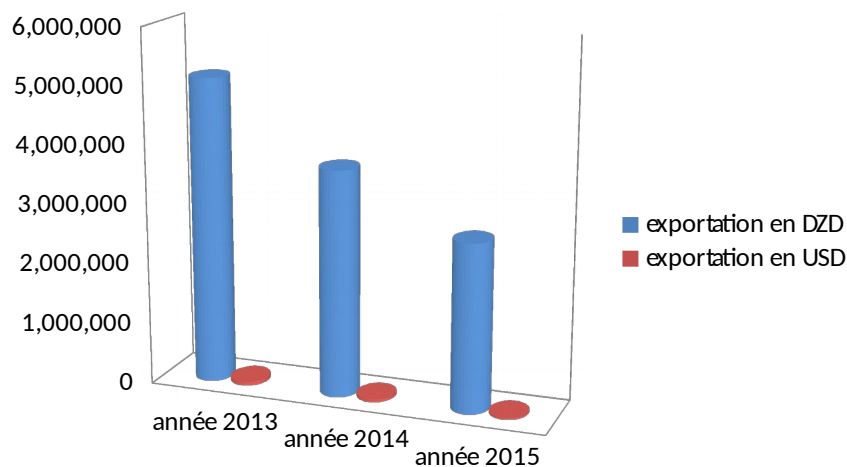
1. Données relatives aux exportations :

L'Algérie participe avec quelques exportations en dehors des hydrocarbures qui représentent la véritable richesse produite réellement. En guise de mesurer ces chiffres, nous allons tenter d'illustrer les exportations dans le tableau ci dessous

Tableau n°11 : la structure des exportations (en DZD et USD) (données en milliard)

Exportations	Année 2013	Année 2014	Année 2015
En DZD	5 157 233	3 815 617	2 833 778
En USD	64 974	48 292	28 860

Graphique n°01 : Evolution des exportations (en DZD et USD)



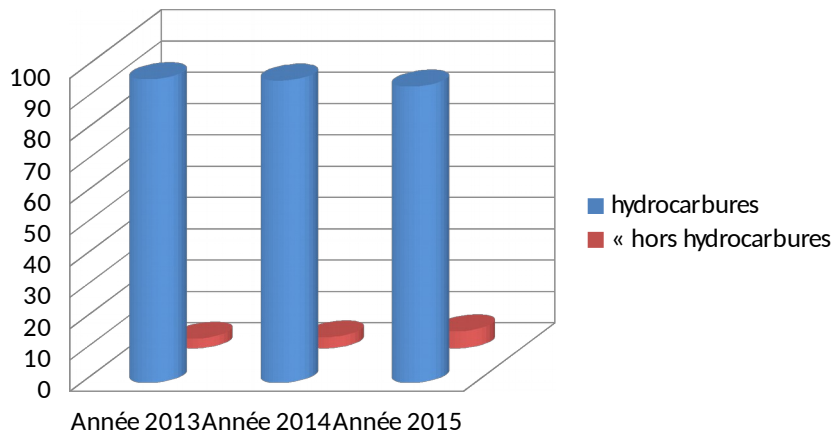
Source : Construction personnelle à l'aide des données du tableau n°01.

Et voici un tableau détaillé sur la répartition des exportations par produits

Tableau n° 12: La répartition des exportations de l'Algérie

Exportation en %	Année 2013	Année 2014	Année 2015
hydrocarbures	96,90	96,45	94,56
« hors hydrocarbures	3,1	3,55	5,44

Graphe n°2 : La structure des exportations entre 2013 et 2015



Source : effort personnel à partir de tableau

En regardant la structure des exportations Algériennes, on remarque que les **hydrocarbures** représentent l'essentiel de nos ventes à l'étranger avec une part de **94,56%** du volume global des exportations de l'année 2015, et une baisse de **41,41%** par rapport à 2014. Quant aux exportations « **hors hydrocarbures** », elles demeurent marginales, avec seulement **5,44%** du volume global des exportations. Elles ont enregistré une baisse de **8,29%**.

Cette tendance à la baisse des exportations s'explique, principalement, par la chute de la demande mondiale de brut et plus particulièrement, la demande émanant de la première économie mondiale en l'occurrence, les Etats-Unis d'Amérique.

2. Les principaux clients de l'Algérie

Le tableau suivant montre la répartition¹ des exportations par ordre de grandes régions économiques

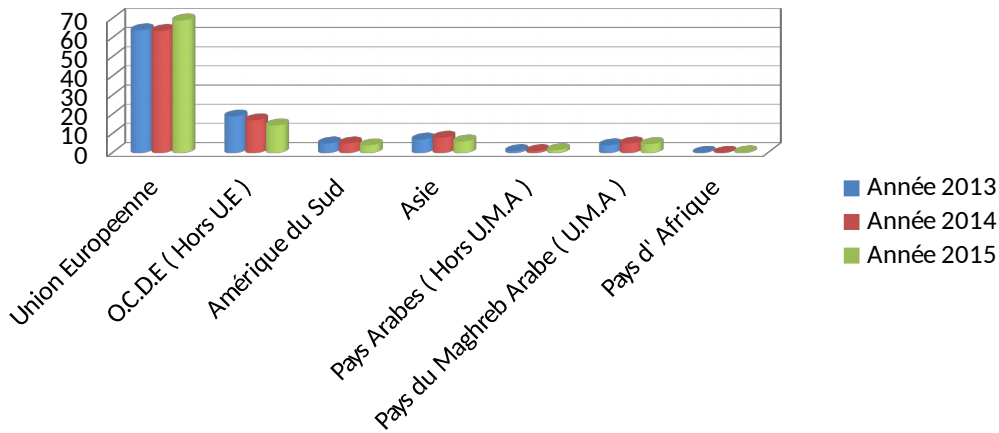
Tableau n°13 : les régions économique exportatrices des produits algériens

Exportation par clients En %	Union Européenne	O.C.D.E (Hors U.E)	Amérique du Sud	Asie	Pays Arabes (Hors U.M.A)	Pays du Maghreb Arabe (U.M.A)	Pays d'Afrique
Année 2013	64	19	5	7	1	4	0,1
Année 2014	63,62	17	5	8	1	5	0,1
Année 2015	69,06	14,32	3,92	6	1,52	4,57	0,29

Source : document interne de la BEA

Graphe n°03: la répartition des exportations par région économique

¹ Montant en devise USD, c'est la devise utilisée dans la balance commerciale



Source : effort personnel à partir des chiffres tablés

L'analyse de tableau portant sur la répartition par régions économiques montre que c'est avec les pays de l'OCDE que les échanges extérieurs de l'Algérie sont les plus importants et plus particulièrement avec les pays de l'Union Européenne avec plus de 60% des exportations.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres régions restent toujours marqués par des faibles proportions.

- Le volume global des échanges avec les « autres pays d'Europe », (hors UE et OCDE) affiche une augmentation de **52,84%** de leur part du marché par rapport aux deux années passées.
- Alors qu'avec les pays de « l'Asie » on affiche une baisse de **16,95%** durant la période considérée.
- De même pour les pays de l'Amérique, le volume des échanges a enregistré une diminution appréciable de **43,66%**.
- Le volume des échanges avec les pays de Maghreb (U.M.A) a enregistré une diminution appréciable de **36,81%**.
- Les pays Arabes (hors U.M.A) quant à eux, ont enregistré une légère baisse de **0,63%** par rapport à la période passée.

Sous section 2 : l'évolution des importations

Dans ce cadre on va montrer les mouvements des importations en valeurs, en citant les grands fournisseurs de cette opération

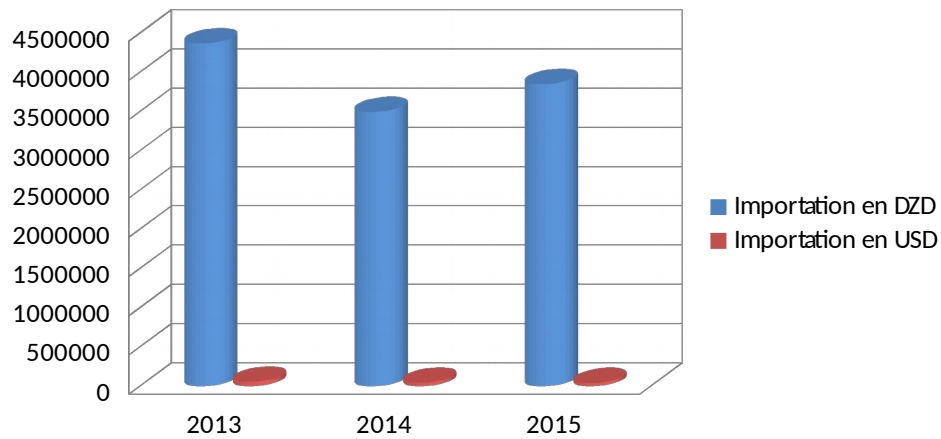
1. Données relatives aux importations

Tableau n°14 : les importations Algériennes en montant (USD et DZD) entre 2013 et 2015

Importations	2013	2014	2015
En DZD	4368548	3493199	3848917
En USD	55028	44203	39192

(Montant en millions)

Graphe n°04 : L'évolution des importations Algériennes (en DZD et USD)



En analysant le graphe tracé, nous remarquons que les importations Algériennes ont diminué de **11,89%** entre 2013 et 2015. En voyant aussi la grande différence des montants réalisés en dinar Algérien et en dollar américain résultant de la fluctuation de cours de cotation de la devise qui a connue une forte hausse de USD ces derniers temps.

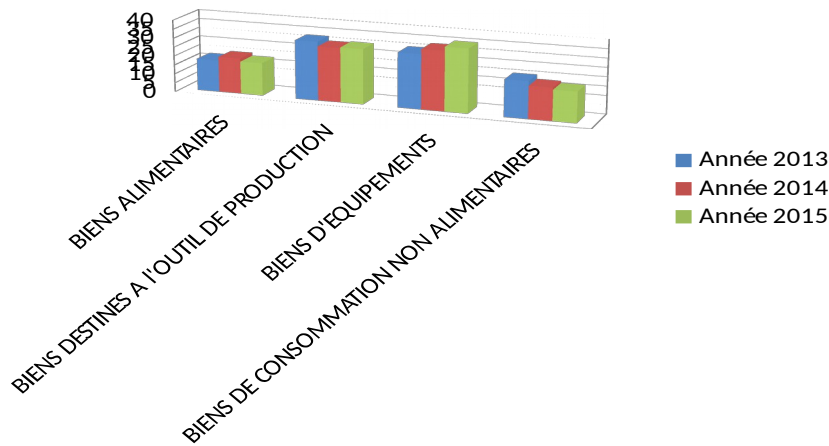
On peut détailler les importations Algériennes par produit dans le tableau suivant :

Tableau n° 15: La structure des importations détaillée entre 2013 et 2015

	Année 2013	Année 2014	Année 2015
BIENS ALIMENTAIRES	17,51	19,57	17,99
BIENS DESTINES A L'OUTIL DE PRODUCTION	32,23	29,82	30,23
BIENS D'EQUIPEMENTS	30,07	32,8	35,01
BIENS DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRES	20,2	17,82	16,77

Source : document interne de la DOE.

Graphe n°5: La structure des importations par groupe des produits



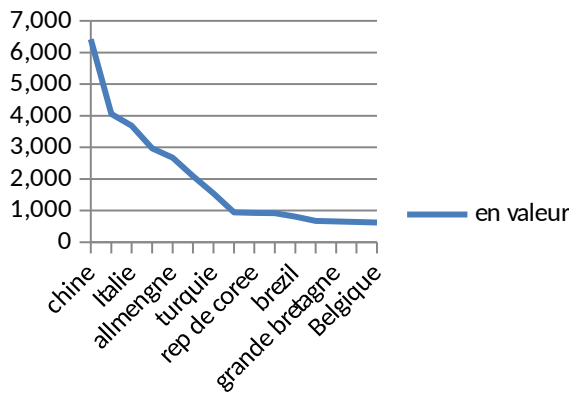
Source : effort personnel d'après le tableau

La répartition des importations par groupes de produits, comme l'indique le tableau n°13 fait ressortir des diminutions pour les biens d'équipements **14,11%**, les biens destinés à l'outil de production **6,20%**, pour les biens alimentaires **17,83%** et enfin pour les biens de consommation non alimentaires **17,32%**.

2. Les principaux fournisseurs de l'importation

Tableau n°16 : Les grands fournisseurs de l'Algérie en valeur de l'année 2015

Fournisseurs	en valeur	en %
Chine	6 422	16,39
France	4 056	10,35
Italie	3 687	9,41
Espagne	2 971	7,58
Allemagne	2 672	6,82
états unis d'Amérique	2 090	5,33
Turquie	1 542	3,93
argentine	942	2,4
repu de Corée	925	2,36
inde	917	2,34
Brésil	811	2,07
Russie	670	1,71
grande Bretagne	654	1,67
pays bas	638	1,63
Belgique	628	1,6



Graph n 06 : La valeur des importations



classées par fournisseurs

Que la montre le tableau c'est **la Chine** qui représente notre principal fournisseur avec expédition de **16,39%** de nos importations, suivie par la **France 10,35%** et l'**Italie 9,41%**.

Sans oublié de passer par l'évolution du taux de change durant la période de 2013 à 2015.

En conclusion, on peut dire que le partenaire de l'Algérie en matière des exportations c'est l'union européenne avec la part de lion des transactions réalisées entre les deux pays, qui nous donne un règlement monétaire en Euro (EUR) ; mais en contre partie c'est la chine qui domine le rôle du premiers fournisseur sans oubliant de dire que l'Algérie règle ses dettes financières avec ce dernier en dollar (USD).

C'est ici que dinar Algérie apparait avec une dévaluation remarquable en raison de la chute des prix de pétrole qui a provoqué une hausse de la valeur de l'euro par rapport au dollar dans les marchés de change ; et ce qui est inattendu de la part de gouverneur Algérien !

Section 3 : La situation actuelle du dinar algérien

Selon la banque d'Algérie «le taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises est déterminé de manière flexible sur le marché interbancaire des changes, en fonction des conditions de l'offre et de la demande » ; autrement dit ; La monnaie traduit avant tout un rapport social le rapport de confiance Etat citoyens. Mais depuis le début de l'année 2012, le dinar Algérien a perdu une partie importante de sa valeur. Le processus de dévaluation de la

monnaie nationale s'est accéléré au cours de la période estivale de 2015 que la Banque d'Algérie a jugé propice pour réaliser d'importants ajustements monétaires.

Dans une économie productive, la dévaluation ou le dérapage du dinar favorise les exportations -hors hydrocarbures- et freine les importations, en Algérie c'est tout le contraire qui s'est produit montrant que les mesures monétaires sans vision stratégique n'ont pas d'impacts. Tout cela renvoie à la nature de l'économie rentière et à la faiblesse d'un tissu productif local, la rente des hydrocarbures donnant une cotation officielle artificielle.

L'Etat dérape le dinar pour voiler l'importance du déficit budgétaire. On voit que lorsque le cours du dollar baisse et le cours de l'euro hausse, la Banque d'Algérie dévalue, pour des raisons politiques à la fois le dinar par rapport tant au dollar que de l'euro alors que le dinar, dans une véritable économie de marché, devrait s'apprécier par rapport à la monnaie internationale qui se déprécie.

Sous section 1 : La dévaluation du dinar algérien

1. Les raisons principales de la dévaluation de dinar Algérien

Selon les analystes La perte de valeur de la monnaie nationale est lente mais certaine

Depuis plus de deux ans, existe une différence entre le cours du dinar sur le marché parallèle et la cotation officielle, soit un écart de plus de 40% ; alors c'est quoi le marché parallèle ?

Le square Port-Saïd à Alger et certaines places à l'est et à l'ouest sont considérés comme des banques parallèles à ciel ouvert, fonctionnant comme une Bourse (avec un site officiel bien organisé) où le cours évolue de jour en jour selon l'offre et la demande et les cotations au niveau mondial du dollar et de l'euro. Ce marché noir joue le rôle d'assouplisseur à un contrôle des changes trop rigide.

Dans ce qui suit la cotation du DA à l'échelle officiel et parallèle

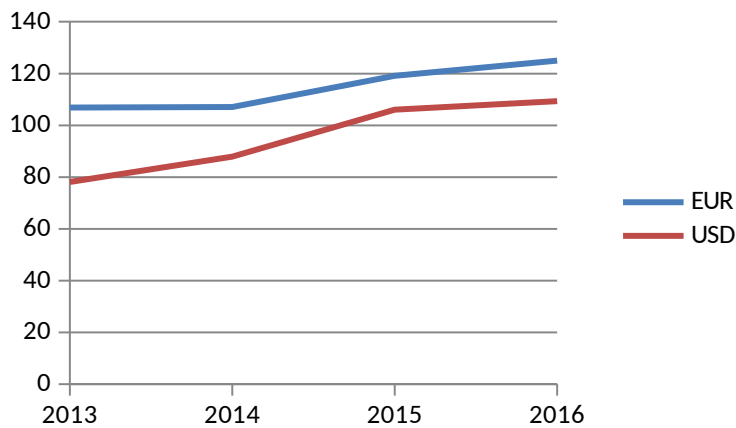
1.1. La cotation du DA sur le marché parallèle entre 2013 et 2015

Tableau n17 : l'évolution du cours officiel du DA en entre 2013 et 2015

Cotation du DA	2013	2014	2015	2016
EUR	106,89	107,05	119,12	125
USD	78,15	87,9	106,05	109,29

Source : déclaré par la banque d'Algérie

Graphe n07 : l'évolution du cours officiel du DA en entre 2013 et 2015



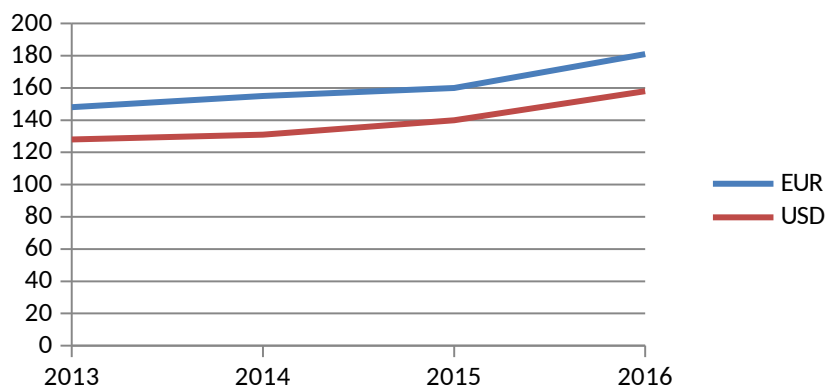
1.2. La cotation du DA sur le marché parallèle entre 2013 et 2015

Tableau n18 : l'évolution du cours en parallèle du DA entre 2013 et 2015

Cotation du DA	2013	2014	2015	2016
EUR	148	155	160	181
USD	128	131	140	158

Source : disponible sur le site du square <http://www.devisesdz.com/> consulté le 22/04/2016 à 10h

Graph n08 : l'évolution du cours en parallèle du DA entre 2013 et 2015



D'après l'observation des deux tableaux précédents, on remarque le grand décalage entre la cotation officielle et parallèle, cet écart s'évolue jour après l'autre en continu même au 1^{er} trimestre de l'année en cour 2016 ;

On peut recenser quelques raisons essentielles de cet important écart comme suit :

- L'écart s'explique par la diminution de l'offre du fait que la crise mondiale, combinée avec le décès de nombreux retraités algériens, a largement épongé l'épargne de l'émigration. Cette baisse de l'offre de devises a été contrebalancée par les fortunes acquises régulièrement ou irrégulièrement par la communauté algérienne localement et à l'étranger qui fait transiter irrégulièrement ou régulièrement des devises en Algérie.
- La demande provient de simples citoyens qui voyagent : touristes, ceux qui se soignent à l'étranger et les hadjis du fait de la faiblesse de l'allocation devises et pour éviter les commissions bancaires et le long règlement des opérations.
- l'écart s'explique aussi par le passage de la remise documentaire au Credoc, le crédit documentaire, expliquant les mesures d'assouplissement en 2013, qui a largement

pénalisé les petites et moyennes entreprises représentant plus de 90% du tissu industriel en déclin (5% dans le PIB). Le Credoc n'a pas permis de maîtriser la hausse des importations ; Nombreuses sont les PME-PMI qui, pour éviter les ruptures d'approvisionnement, ont dû recourir au marché parallèle de devises.

- Beaucoup d'opérateurs étrangers utilisent le marché parallèle pour le transfert de devises, puisque chaque Algérien a droit à 7 200 euros par voyage transféré, utilisant leurs employés algériens pour augmenter le montant.
- Face à l'incertitude politique et la psychose créée par les scandales financiers, beaucoup de responsables vendent leurs biens pour en acheter à l'étranger. Egalement, beaucoup de ménages se mettent dans la perspective d'une chute des revenus pétroliers, et vu les fluctuations erratiques des cours de l'or, à la baisse depuis l'année 2013, ils achètent les devises sur le marché informel.

2. Les effets négatifs et positifs de la baisse du dinar Algérien

Bien sûr, la baisse du dinar a des effets négatifs et des effets positifs.

- Le principal effet négatif est évidemment l'augmentation des prix des biens importés et payés en dollar ;
- Un autre effet négatif est l'augmentation des prix de l'investissement public puisqu'il faut importer la matière première et aussi l'expertise étrangère.
- Baisse des importations en valeur mais quasi-stabilité en volume ; Si nous prenons les importations en volume, nous pouvons affirmer certains produits qui étaient importés en 2014 hors de la zone Euro proviennent maintenant de cette zone, et qui influence évidemment le montant des importations.
- Le principal effet positif de la baisse du dinar est sur les finances publiques ; Comme les exportations des hydrocarbures ont baissé, le montant en \$ des recettes fiscales pétrolières a aussi baissé. Mais les recettes fiscales sont de fait comptabilisées en dinars et l'Etat paye ses dépenses internes en dinar ; De la même manière, les recettes ordinaires liées aux importations profitent de la baisse du dinar. les recettes liées aux importations (TVA, droits de douanes) ont augmenté de 9,1%.

Sous section 2 : la répartition des échanges extérieurs par mode de paiement

La prise en charge du traitement administratif des opérations documentaires a permis à la banque de réduire considérablement les délais de traitement des transactions pour les ramener aux normes requises malgré les coupures fréquentes du système d'information, qui empêchent les opérateurs à maintenir une bonne cadence.

Et voici l'évolution des règlements financière des opérations de commerce extérieur et notamment le Credoc ;

1. Les transferts de devises entre 2013 et 2015 :

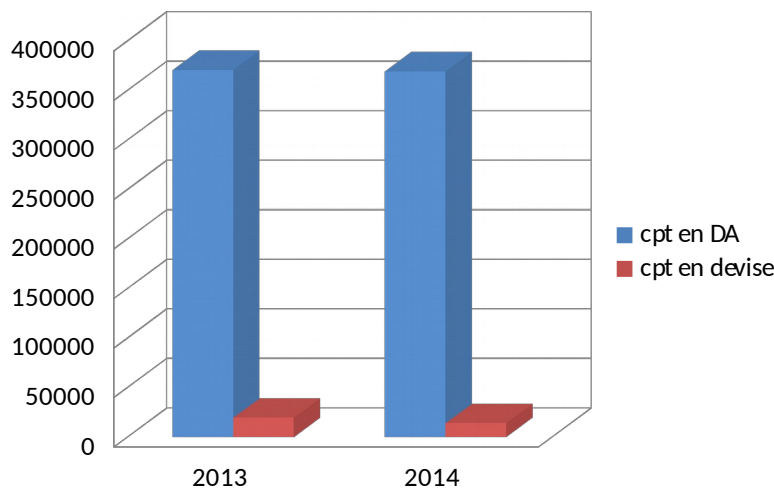
En 2015, les transferts sur comptes dinars représentent 97% du total des transferts.

Dans ce qui suit, nous allons voir la structure des transferts effectués en devises durant la période de 2013 à 2015.

Tableau N° 19 : Evolution des transferts de devises 2013/2015 :

Volume des transferts de devises	2013	2014	évolution en %	2015	évolution en %
cpt en DA	370725	369177	-0,41	321122	-13,01
cpt en devise	19690	14203	-27,86	13298	-6,37

Source : document interne de la DOE

Graphique N° 09 : Evolution des transferts de devises 2013/2015 :

Source : effort personnelle d'après le tableau

On remarque que le règlement par compte DA à diminuer la dernière année avec 13,01% ; par contre au compte devise qui a touché une baisse de 6,37% ; on remarque aussi que la valeur des comptes en DA est largement haute que celles de devises ; cette diminution est la cause de la chute du DA ; qui va couter plus cher si les transactions avec l'extérieur s'effectue avec.

2. Les crédits documentaires à l'import entre 2013-2015 :

Nous allons citer quelques chiffres concernant les crédits documentaires pour la part des financements en matière d'importation.

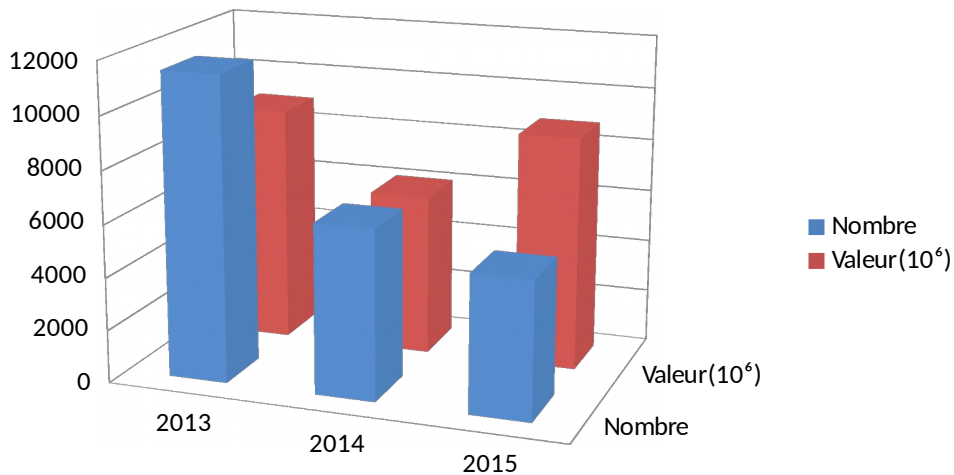
2.1. Les ouvertures de crédits documentaires à l'import entre 2013-2015 :

Tableau N° 20 : Les ouvertures des crédits documentaires à l'import en DA :

ouverture Credoc	2013	2014	évolution en %	2015	évolution en %
Nombre	11511	6416	-44,26	5193	-19,06
Valeur(10⁶)	8949	6089	-31,95	8830	45,01

Source : document interne de la DOE

Graphe n°10 : L'évolution des ouvertures des crédits documentaires à l'import



En comparant les exercices 2013 et 2014, on constate très vite que le nombre et la valeur des ouvertures en matière de crédits documentaires ont connu une forte baisse notamment en question de valeur suite à la chute du DA ; quant à l'année 2015 on remarque une reprise de 45% de valeur des Credoc malgré la baisse continue de nombre de Credoc ouvert.

2.2. Les réalisations de crédits documentaires entre 2013 3015

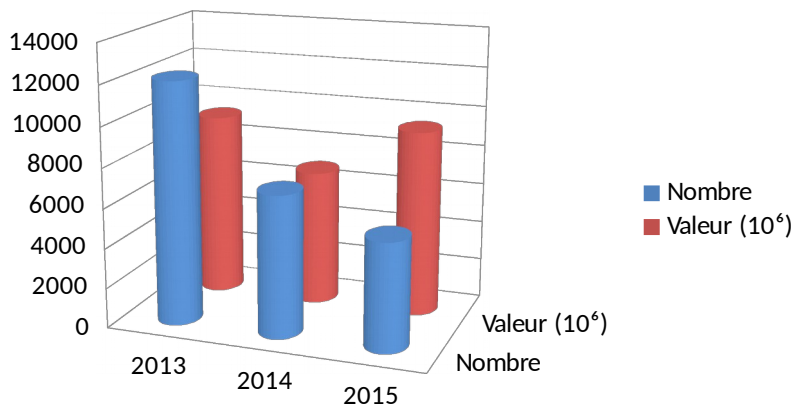
Après l'ouverture des Credoc le banquier traite et analyse les dossiers des demandeurs et vérifie si les deux parties du contrat ont signé l'accord au prêt de la banque domiciliaire de chacun des deux ; après avoir reçu la confirmation l'étape de réalisation (ou bien règlement) s'exécute directement ;

Dans ce qui suit la réalisation du Credoc en chiffre.

Tableau N° 21 : Les réalisations des crédits documentaires à l'import en DA

Réalisation Credoc	2013	2014	évolution en %	2015	évolution en %
Nombre	12129	7104	-41,42	5424	-23,64
Valeur (10⁶)	9214	6788	-26,32	9320	+37,3

Graphique n 11 : L'évolution des réalisations des crédits documentaires à l'import



Par ailleurs les réalisations ont, par contre, augmenté de 37,3% en volume et ont diminué de 23,64% en nombre pour l'année 2015.

On constate que le nombre des réalisations en Credoc est nettement supérieur à celui des ouvertures ; Cette différence logique s'explique par le fait que souvent la réalisation financière d'un projet d'investissement d'une grande entreprise (Sonelgez, Algérie Télécom...) s'effectue sur plusieurs années, d'où découle des utilisations partielles d'un même Credoc, suivant la durée de celui-ci.

2.3. Les ouvertures de crédits documentaires à l'export entre 2013-2015 :

Tableau N° 22: Les ouvertures des crédits documentaires à l'export en DA :

Ouverture Credoc	2013	2014	2015
Nombre	41	39	32
Valeur (10 ⁸)	30,15	26,95	18,25

Source : document interne de la DOE

Graphique n°12: L'évolution des ouvertures des crédits documentaires à l'export

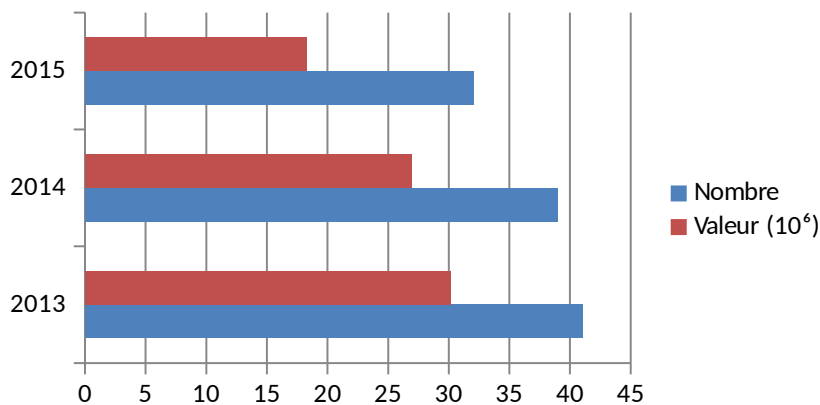
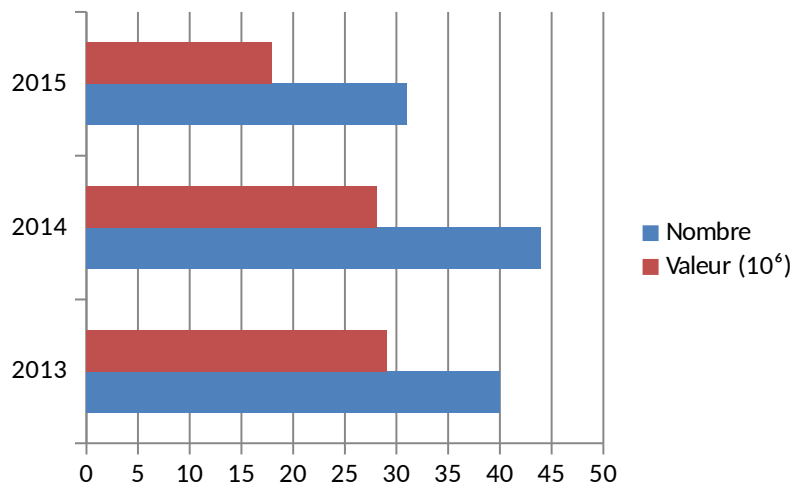


Tableau N° 23 : Les réalisations des crédits documentaires à l'export en DA :

Crédoc import	2013	2014	2015
Nombre	40	44	31
Valeur (10 ⁶)	29,12	28,1	17,98

Graphique n 13 : L'évolution des réalisations des crédits documentaires à l'export



Tant que l'Algérie ne représente pas un pays exportateur, on voit que le nombre des Credoc ouverts ou bien réalisés est très petit et limité par quelques entreprises actives dans le domaine des dattes et minimes.

Section 4 : Présentation d'un dossier d'importation

Dans cette section nous visons l'idée où l'Algérie utilise le Credoc comme le seul moyen de financement extérieur ; notre étude de cas sera réalisée sur deux dossiers d'importation traités par le crédit et la remise documentaire afin de démontrer l'effet du passage de Credoc vers la rem doc sur les transactions du commerce extérieur en Algérie.

Sous section 1 : La réalisation d'un Credoc d'import

Avant de parler sur l'opération du Credoc ou bien rem doc, il s'apparaît intéressant de passer par le système SWIFT qui est basé de toutes opérations bancaires internationales.

1. Le système Swift

Au par avant, les réseaux de télécommunication utilisés par les banques pour le transport des messages tel que le courrier, câble ou télex n'étaient pas rapides dans la réalisation des règlements financiers internationaux à travers le monde entier.

Pour cela, il y a eu fondation d'une nouvelle société qui a pour objectifs l'amélioration des paiements financiers Internationaux en introduisant une plus grande normalisation dans les relations Bancaires et en permettant le mécanisme et le traitement des opérations par des systèmes informatiques, ce réseau est nommé « Société for World inter Financial transmission » « S.W.I.F.T » dont le siège social est à Bruxelles.

Il est largement utilisé aujourd'hui par les banques pour effectuer des paiements internationaux, il n'est qu'un moyen de paiement, c'est un réseau de télétransmission privé, loué aux administrations qui ont le monopole de télécommunication, gère par ordinateur et dont l'usage est réservé aux banques membres de la société qui en assure la gestion.

1.1. Les différents types de message Swift

Le SWIFT représente plusieurs types de messages selon l'opération demandée ; dans notre cas les types nécessaires :

- MT 700/MT701 : Emission d'un crédit documentaire ;
- MT 707 : Modification d'un crédit documentaire ;
- MT 710/MT711 : Notification d'un crédit documentaire par l'entremise d'une Banque tierce ;
- MT 720/MT721 : Transfert d'un crédit documentaire ;
- FIN 22 : remise documentaire et transfert libre.

1.2. Les avantages du système Swift

Les procédés SWIFT présente plusieurs avantages tel que :

1.2.1. La Sécurité

Les moyens de traitement de l'information qui interviennent aux différents niveaux du réseau sont équipés de programmes sophistiqués de détection des erreurs.

Les messages échangés entre les concentrateurs et les centres de traitements sont cryptés par ordinateurs, le réseau est ainsi protégé contre les écoutes pirates.

Une clé permet de vérifier l'identité de l'émetteur du message. La normalisation des messages supprime les risques non négociables de mauvaise compréhension.

1.2.2. La rapidité

Le temps de transmission d'un message est très inférieur au délai d'acheminement d'un courrier postal.

Et si les communications par télex sont parfois plus rapides, elles sont réservées aux affaires urgentes ou d'un montant important

1.2.3. Le message SWIFT

A un coût réduit, il peut toujours être utilisé pour autant que le destinataire soit relié au réseau.

1.2.4. La fiabilité

C'est une autre qualité du SWIFT. En raison de sa vocation, les utilisateurs doivent en avoir des positions 24 heures sur 24 heures et 7 jours sur 7.

Cet objectif est largement réalisé, puisque le taux de disponibilité effective est sensiblement égal à 99,5 %.

Mais il existe un inconvénient du procédé SWIFT, c'est la non délivrance d'aucun accusé de réception, ceci implique que le contrôle de la bonne transmission ne peut se faire qu'à travers le contrôle de l'opération elle-même

Revenant à notre étude qui est le dossier d'un Credoc d'import

2. Le traitement et la réalisation d'un crédit documentaire à l'importation

L'exécution d'un Credoc d'import passe par trois phases comme suit :

2.1. L'ouverture du crédit documentaire import

Après avoir présenté les papiers obligatoires de l'opération d'importation par le client (société des ciments de Ain el Kbira SPA) à sa banque domiciliaire (BEA 053), et qui sont comme suit :

- Une demande d'ouverture de dossier de domiciliation.
- Une facture pro-forma.
- Un engagement d'importation signé par l'importateur.
- La carte NIF (numéro d'identification fiscal exigé afin de s'assurer que le client est enregistré au registre de commerce).
- Une attestation de taxe de domiciliation bancaire sur une opération d'importation.

La banque émettrice sera chargée d'attribuer un numéro de domiciliation à son client en exigeant le paiement de la commission suivante :

Commission de 1500,00 DA avec une taxe de 17% ; qui signifie un compte client débité de 1 725,00DA.

2.2. Emission du crédit documentaire

A ce niveau là, le client remplit une demande d'ouverture du Credoc import et la remet à sa banque chargée de l'opération, Ce formulaire contient des clauses suivantes :

- Nom/raison sociale de l'importateur (donneur d'ordre) : **société des ciments d'Ain kbira SPA.**
- Le nom et l'adresse de la banque émettrice : **BEA 053 Sétif (Belair).**
- Mode de règlement : **Credoc irrévocable et confirmé payable à vue.**
- La validité de Credoc : **16/05/2013**
- Montant de l'opération en lettre et en chiffre : **21 972,00 EUR, vingt un mille neuf cent soi cent douze euro.**
- Le nom de bénéficiaire : **THYSSENKRUPP I ndustrial Solutions**
- Le nom et l'adresse de la banque notificatrice : **DEUTSHE BANK AG ; Codex France.**
- Incoterms : **F.O.B.**

D'autre part le fournisseur est chargé d'envoyer les documents suivants :

- Facture commerciale en 04 exemplaires.
- Photocopie certificat de conformité
- Photocopie Certificat d'origine
- Photocopie Certificat de non radio activité
- Photocopie Certificat de quantité.
- Photocopie EUR 1
- Photocopie liste de colisage.
- Photocopie note de poids
- Frais et commission nés à l'étranger sont à la charge du bénéficiaire
- La nature de marchandise : **100 électrovannes + 2 couples coniques.**
- La date d'embarquement : **le 30/04/2016.**
- Le transbordement : **interdit.**
- Le port d'arrivé : **port Bejaia.**
- Achat devise : **le risque de change est supporté par l'importateur.**

Après le remplissage de formulaire la BEA 053 transmettre par l'intermédiaire de la DOE (direction des opérations avec l'étranger) un SWIFT (**MT 700**) pour notifier à la banque confirmatrice (**DEUTSHE BANK AG**) l'ouverture d'un CREDOC en faveur de son client (THYSSENKRUPP industrial solutions).

Cette émission est réalisée de la façon suivante :

- Le banquier établit un bordereau d'envoi et le transmet à la DOE. Ce bordereau est constitué des trois feuillets, ainsi que les exemplaires des factures domiciliées et une lettre d'accompagnement de l'agence.
- Après vérification des documents envoyés par l'agence, la DOE valide les documents et elle procède à la transmission de la lettre de crédit à la banque correspondante.

L'ouverture du Credoc impose au client le paiement d'une commission de 3000 DA, plus taxe sur la devise, qui est dans notre cas 1163,96 DA sur l'euro.

2.3. La réalisation du Credoc

A ce niveau l'exportateur est notifié de l'ouverture de CREDOC à sa faveur. Il procède alors à l'expédition de la marchandise. Dans notre cas d'étude la banque notificatrice demande la banque CRYLFRPPDOC de paris comme banque intermédiaire vu l'absence d'un compte Algérien directe à son niveau.

En effet, lorsque la marchandise est parvenue au port de Bejaia, le client va attendre que les documents parviennent par le canal bancaire et les présentés à sa banque pour l'endossement de connaissance (à son nom) afin qu'il puisse dédouaner la marchandise.

Le service douanier délivre un exemplaire déclarant « D10 » au client.

Entre temps, le fournisseur remet les documents à sa banque ceux stipulés dans la demande d'ouverture du CREDOC. La banque notificatrice (DEUTSHE BANK AG) les transmet à la DOE qui les vérifie s'ils sont conformes aux termes et conditions du crédit puis elle les transmet à son tour à la banque BEA 053 par un bordereau d'envoi .pour qu'elle procède au règlement.

Les documents étaient conformes, la banque BEA 053 s'est engagée à son tour à créditer le compte de la banque confirmatrice en lui envoyant un avis de paiement par le biais de La DOE, qui envoi à son tours à la banque BEA 053 une copier SWIFT envoyée au correspondant et une « formule 4 » qui est avis de débit (annexe

En conclusion, dans une opération de CREDOC, lorsque les documents sont conforme, la DOE paye l'exportateur par l'intermédiaire de sa banque et envoi un avis de débit à la banque émettrice afin que cette dernière crédite son compte. Ce qui assure la traçabilité de l'opération et la conclusion du contrat jusqu'au règlement.

Sous section 2 : le traitement et la réalisation d'un rem doc import

Après avoir traité et suivi les démarches d'exécution d'un Credoc import, on change dans ce qui suit vers l'opération d'une remise documentaire import avec tous ses détails.

1. L'ouverture d'une remise documentaire import

L'opération du rem doc s'initiale par la signature du contrat entre les deux parties (importateur ; exportateur) en définissant les points suivants :

- Le prix de la marchandise est fixé à un montant de : **11 392,94 euro**
- Le nom et l'adresse de la banque émettrice : **BEA 090 Delly Ibrahim**
- Le nom et l'adresse de la banque de notificatrice : **UBI-BANCA, BERGAMO ;**
- La marchandise doit être expédiée : **au port de Bejaia.**
- Modalité de paiement avec une : **remise documentaire import à vue**

- Incoterms : **C.A.F.**
- Payer d'origine : **Italie.**
- La marchandise doit être expédiée : **au port d'Alger.**

Après avoir signé le contrat, l'importateur demande l'ouverture d'une remise documentaire au près de sa banque (émettrice), en présentant les papiers suivants :

- Une demande d'ouverture du dossier de domiciliation (annexe 11).
- Une facture pro-forma.
- Un engagement d'importation signé par l'importateur.
- La carte NIF (numéro d'identification fiscal)

2. La réalisation de la remise documentaire import

La réalisation d'une opération d'importation par une remise documentaire nécessite le passage par :

2.1. La constitution du dossier

Dans le but d'assurer le bon déroulement de l'opération, il faut que certaines conditions soient remplies, signalant comme suit :

2.1.1 Le client :

- Il faut que la commande de la marchandise importée par le client doit correspondre à son domaine d'activité.
- Un engagement de non revente en état de la marchandise.

2.1.1.1. Les documents exigés par le client

Afin que l'importateur (SARL SA) puisse dédouaner sa marchandise et de s'assurer de sa conformité, il a exigé à son fournisseur de lui envoyer les documents suivants :

- Une traite (lettre de change)
- Jeu complet de connaissance.
- Facture commerciale.
- Note de poids.
- Liste de colisage
- Certificat d'origine.

2.1.2. Le banquier

- De vérifier soigneusement que la marchandise importée rentre dans la production de cette entreprise.
- Etablir une chemise remise documentaire « ET12 » sur laquelle sera reportée l'essentiel de l'opération.

2.2. La réalisation d'une remise documentaire

La banque émettrice BEA 090, après vérification des documents et la domiciliation du client, elle doit envoyer ces documents à la DOE par le biais de SWIFT 5FIN 202) accompagné d'une délégation qui porte toutes les informations essentielles sur les deux parties concernés et notamment les exigences de la banque exportatrice.

La DOE a son tour vérifie la conformité des informations et contacte la banque notificatrice, ou bien l'intermédiaire s'il existe ; comme dans notre cas c'est la DEUTSHE BANK AG ; pour l'informé sur la date et le compte de règlement. En entre temps, L'exportateur a expédié la marchandise convenue au contrat.

A l'arrivée des documents, le banquier a procédé de la manière suivante :

- Etablissement d'un accusé de réception.
- Vérification de la conformité des documents.
- Domiciliation de la facture définitive
- Transmission des documents à l'importateur.

Après possession des documents, l'importateur (SARL SA) dédouane la marchandise ; et à l'échéance, il donne un ordre de paiement à sa banque. Le banquier a donc procédé au règlement et la comptabilisation de la commission de transfert.

Au cours de l'exécution du rem doc ; des frais (commissions) sont établis comme suit :

- Commission de domiciliation de 1500 DA avec TVA de 17%.
- Frais de SWIFT de 250 DA
- Commission de transfert fixée à 2,5/1000 DA
- Taxe de change élevé à 1261,45DA

Sous section 3 : récapitulation de cas pratique

1. Conclusion de l'étude

Après avoir expliqué les démarches des deux opérations Credoc et rem doc on constate que :

La gestion du crédit documentaire CREDOC suppose de suivre de manière régulière et transparente différentes étapes dont la :

- Réception et l'authentification des instructions du mandant ;
- Analyser les instructions contenues dans le mandat et conseiller le client le cas échéant ;
- Accomplir les démarches pour obtenir les autorisations nécessaires au sein de la banque ;
- Procéder à l'émission / notification formelle de l'instrument documentaire bancaire ;
- Comptabiliser l'opération ;
- Effectuer les modifications nécessaires suite aux éventuels changements intervenants en cours d'opération, en suivant les étapes mentionnées ;
- Assurer la réalisation de l'instrument documentaire bancaire impliquant la réception des documents, le contrôle de leur conformité par rapport à l'instrument et aux règles applicables et l'exécution ou le refus de paiement et la saisie informatique et/ ou comptable de la réalisation ;
- Assurer le contrôle et le suivi des dossiers existants ;
- Assurer, en étroite collaboration avec le front -office, la gestion des contreparties, des gages et des sûretés liées aux engagements.

Or pour la remise documentaire REMIDOC, on constate que :

- L'exportateur et l'importateur concluent un contrat commercial d'achat d'une marchandise, dans lequel ils prévoient la remise documentaire comme technique de paiement.
- L'exportateur expédie la marchandise vers le pays de l'importateur et fait établir les documents de transport et d'assurance à l'ordre de la banque présentatrice
- La banque présentatrice donne l'ordre à la direction concernée de règlement financier de payé l'exportateur par l'intermédiaire de sa banque.
- la banque remettante informe l'exportateur que le paiement a été effectué en sa faveur.

En matière de commissions, on retient que :

Le crédit documentaire est plus cher que la remise documentaire, cela s'explique par la longue démarche d'ouverture pour un Credoc et aussi la lourde procédure de la réalisation (assurance, contrôle, vérification...etc.) ; tandis que REMDOC ne supporte pas autant de commissions.

En conclusion on trouve :

Mode de financement	Cout	Procédure administrative	Sécurité et garantie de paiement
Credoc	Elevé	Lourde	Très sure

rem doc	Moins cher	légère	Moins sure
---------	------------	--------	------------

2. La réalisation de l'étude de cas en chiffre

Dans ce qui suit on va représenter l'évolution des deux opérations documentaires au niveau de l'agence ajointe de la DOE (BEA Amirouche) durant les trois dernières années ;

2.1. Le crédit documentaire :

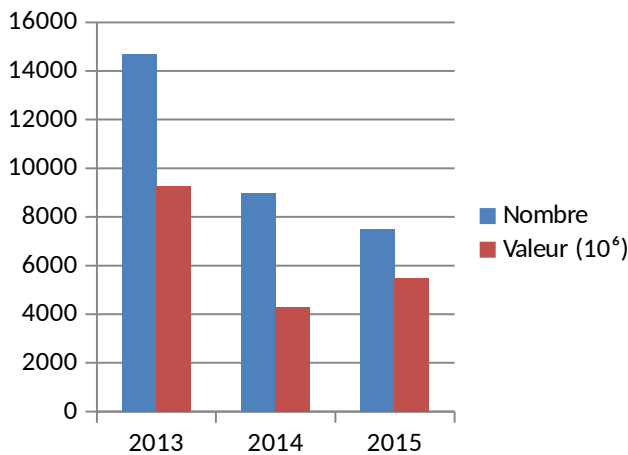
Dans ce qui suit nous présentons les statistiques de l'évolution du Credoc au sein de l'agence BEA Amirouche ; en nombre et en valeur.

Tableau n 24 : l'évolution des Credoc réglés par l'agence d'étude

	2013	2014	2015
Nombre	14684	8981	7526
Valeur (10⁶)	9269	4275	5483

Source : statistique interne de la DOE

Graphe n°14 : l'évolution des Credoc réglés par l'agence d'étude



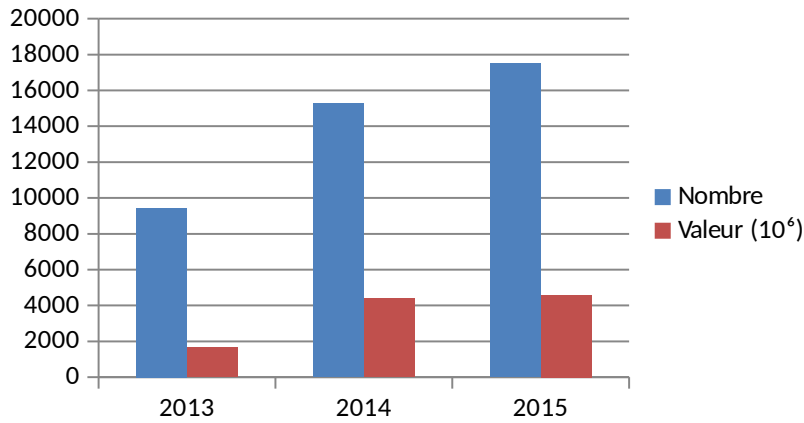
2.2. La remise documentaire

Et voici l'évolution du rem doc en chiffre (nombre et valeur) au sein de l'agence ;

Tableau n°25 : l'évolution des Remdoc réglés par l'agence d'étude

	2013	2014	2015
Nombre	9442	15259	17521
Valeur (10⁶)	1672	4415	4581

Graphe n°15: l'évolution des Remdoc réglés par l'agence d'étude



D'après les tableaux et les graphes présentés ci-dessus, on observe l'augmentation continue de l'utilisation de la remise documentaire, face à la dégression de la demande de crédit documentaire ; cela confirme que le temps a fini par donner raison à tous ceux qui, en 2009, ont estimé que l'introduction du Credoc n'obéissait à aucune logique économique. La décision du gouvernement de réintroduire la remise documentaire, à travers la loi de finances 2014, est justement un aveu de cet échec annoncé.

Récapitulant que le choix de l'Algérie que le Credoc soit le seul moyen du financement documentaire extérieur, dans le but de freiner le volume des importations du pays en pensant que le client va éviter toutes ces procédures en courant loin de ces charges.

Conclusion du troisième chapitre

Dans ce dernier chapitre on a essayé de couvrir les effets de la dépréciation du DA sur les opérations de commerce extérieur ;

Nous avons également démontré que le gros des exportations algériennes, est représenté par les hydrocarbures vers les USA et le gros des importations est représenté par les matériaux de production et les biens de consommation provenant des pays Européens.

Ensuite, nous avons mis l'accent sur la cotation du DA sur les deux volets (officiel et parallèle) et on a trouvé que le marché parallèle grandit en représentant une vraie menace contre la stabilité économique de l'Algérie.

D'autre part, nous avons constaté une baisse du financement extérieur notamment les garanties émises en faveur des opérateurs économiques, pour deux raisons principales :

- La première c'est le maintien du crédit documentaire comme seul mode de financement des opérations du commerce extérieur (loi de finance complémentaire 2009), cette décision est prise par les autorités algériennes dans le but d'assainir le portefeuille extérieur, mais qui a des conséquences négatives sur les résultats car c'est une procédure très lente et onéreuse.

- La deuxième, c'est le faible tissu productif du pays qui couvre sa balance commerciale par la rente des hydrocarbures ; autrement dit si le pris de ces derniers chutent l'Algérie sera dans un état d'urgence.